

# **L'ARMÉE D'ITALIE ET LA MER (1792-1796)**

**Gilles CANDELA**

Professeur agrégé d'histoire Docteur en histoire

La conquête du Comté de Nice à l'automne 1792 par la division du Var commandée par le général d'Anselme ressembla dans un premier temps à une promenade militaire mais très vite, l'illusion d'une guerre de mouvement se dissipa et les troupes de la Révolution furent réduites à mener une guerre de positions dans les montagnes des Alpes. Le problème des approvisionnements s'avéra déterminant dès lors que les troupes françaises furent confrontées à un risque de pénurie alimentaire à partir de l'hiver 1792-1793. Pendant que se déroulaient des combats intenses pour le contrôle des cols alpins, les effectifs de la division du Var rebaptisée pompeusement Armée d'Italie le 1<sup>er</sup> novembre 1792 ne cessaient de grossir à la faveur de la levée de 300000 hommes de février 1793 et de la levée en masse consécutive à la loi du 23 août 1793. Alors que la division de d'Anselme ne comptait initialement que 10000 combattants, les effectifs de l'Armée d'Italie devaient atteindre 42000 hommes en février 1795 et 65400 hommes d'après la situation du 9 avril 1796. Cette présence militaire était essentiellement concentrée dans le Comté de Nice devenu département des Alpes-Maritimes dès 1793. Or, le Comté ne totalisait qu'une faible population estimée à moins de 50000 habitants à la veille de l'arrivée des Français. La ville de Nice, principal débouché maritime des possessions continentales du Royaume de Sardaigne, concentra à elle-seule 24315 habitants. La région n'était pas autosuffisante sur le plan alimentaire et dépendait en grande partie des importations en provenance des Etats italiens et des pays du Levant. Les généraux français ne purent guère plus compter sur la Provence voisine car celle-ci fut brusquement secouée par les insurrections fédéralistes à partir du printemps 1793. L'insurrection de Toulon qui s'en suivit nécessita la création d'une imposante armée de siège qui capta une bonne partie des vivres et du matériel destinés à l'Armée d'Italie.

Face à cette situation critique, les généraux et surtout les représentants en mission développèrent de façon autonome leurs propres filières de ravitaillement en s'appuyant sur des réseaux marchands et financiers qui, à la faveur de l'effort de guerre, furent réactivés. Il s'avéra vite évident que le salut de l'Armée d'Italie viendrait en partie de la mer. Les réseaux commerciaux génois et livournais ainsi que les financiers suisses séduits par les opportunités économiques qu'offrait un partenariat avec l'Armée d'Italie participèrent activement à l'effort d'approvisionnement. Plus tard, ces réseaux devaient, lors de la campagne de Bonaparte en Italie, jouer un rôle déterminant dans les succès des armes françaises.

### • Gênes, principal fournisseur de l'armée d'Italie

#### *L'échec de la sécurisation des voies maritimes (octobre 1792-janvier 1793)*

Dès l'hiver 1792-1793, l'armée d'Italie fut confrontée à un véritable défi en matière de ravitaillement. Elle ne bénéficiait pas d'arrière-garantissant un approvisionnement régulier en vivres comme c'était le cas pour les armées qui se battaient aux frontières du nord et de l'est et qui disposaient de ressources des riches plaines de Flandres, de Champagne ou d'Alsace. Les départements du Var et des Alpes-Maritimes ne suffisaient pas aux besoins de leur population. Vivre sur le pays était politiquement dangereux, car l'armée risquait d'être perçue comme une force d'occupation dans le pays niçois. Il fallait élargir les sources d'approvisionnement et redéfinir les rapports entre l'armée et les arrière-pensées.

Cela signifiait faire appel aux produits de la plus grande partie des départements provençaux et languedociens. Les problèmes s'accrochèrent lorsque ces derniers départements durent fournir les vivres nécessaires à la nouvelle armée qui devait affronter les Espagnols dans les Pyrénées-Orientales. On pouvait aussi faire appel au commerce méditerranéen. Pour protéger la navigation marchande, la flotte de la Méditerranée qui avait secondé la ruée des Français sur Nice constituait un atout précieux pour l'armée. Cette dernière pouvait, en collaboration avec la marine, mener des opérations de débarquement contre les possessions sardes de la côte afin de garantir la circulation et la protection des convois de vivres et de

matériel destinés à l'armée d'Italie. Il apparut que l'essentiel de l'approvisionnement de l'armée s'opèrerait par mer. Les agents des vivres comptaient sur les Etats encore neutres de l'Italie et au premier chef sur Gênes<sup>1</sup>. Livourne intéressait aussi les Français, mais la présence massive des Anglais dans ce port le rendait inaccessible pour le moment. Gênes devait devenir la première source d'approvisionnement des troupes françaises qui se battaient dans les montagnes des Alpes-Maritimes. Dès le 1<sup>er</sup> juin 1792, la Sérénissime République avait proclamé sa neutralité et tentait de résister à la pression des deux camps. Les Français tirèrent bénéfice de cette politique. Excellents marins et habiles commerçants, les Génois étaient tout à fait disposés à aller chercher du blé dans les ports du Levant ou de Sicile pour le leur revendre. Ils consentaient même à le transporter jusqu'à Nice, mais ils exigeaient d'être payés à la livraison et en espèces<sup>2</sup> alors que le payeur de l'armée d'Italie ne disposait que d'assignats.

Malgré ces conditions, les Génois devinrent les principaux intermédiaires de l'armée d'Italie. D'Anselme n'avait aucune possibilité de négocier les conditions avec les marchands de la petite république. Gênes s'imposa comme la source d'approvisionnement principale de la division du Var puis de l'armée d'Italie. La ville drainait des produits de toute l'Italie et certains provenaient d'Etats hostiles à la France.

Il fallait penser à sécuriser les voies maritimes. Le royaume de Sardaigne disposait de deux bases essentielles pour contrer le commerce français nécessaire à l'armée d'Italie : l'enclave d'Oneille et l'île de Sardaigne.

Le général en chef devait avant tout s'assurer de divers points d'appui le long du littoral ligure afin de protéger les navires de transports qui venaient de Gênes. Pour ce faire, il devait faire disparaître la menace constituée par le « port » d'Oneille. Les Sardes pouvaient potentiellement s'en servir pour armer des navires en course et attaquer les convois français ou génois qui longeaient la côte ligure. Passé entre les mains des Français, Oneille jouerait un double rôle : d'une part le port pourrait devenir un havre pour les convois de ravitaillement en route vers le port de Nice. D'autre part, il serait un moyen de pression sur les Génois car Oneille se trouvait enclavé entre les possessions génoises de la côte ligure. On pensa d'abord à une attaque terrestre, mais cela aurait obligé l'armée d'Italie à pénétrer sur le territoire génois en passant par Vintimille. C'eût remis en cause la neutralité de la Sérénissime. Une opération de débarquement combinée avec la flotte de la Méditerranée fut finalement envisagée. Le général d'Anselme pensait qu'une démonstration de force serait le moyen le plus approprié pour forcer le gouvernement génois à lui accorder quelques avantages : prêts d'argent, fournitures et aussi livraison de la place de Savone. Il agissait en proconsul, de sa propre initiative sans en référer à Paris. Il proposa à son état-major une opération combinée avec la marine pour lancer un débarquement sur Oneille<sup>3</sup>. L'ancien vice-consul de France, retiré à Port Maurice prétendait que les habitants sympathiseraient avec les Français à la manière des Monégasques. L'opération fut lancée, mais elle se heurta à une farouche résistance et Oneille ne fut pas conquise.

L'échec de l'expédition est révélateur de la faible ampleur de vue des généraux et amiraux français au début du conflit. Rien n'avait été prévu pour conserver l'enclave en cas de succès. Les renseignements fournis par le consul étaient totalement erronés. Le fanatisme

---

<sup>1</sup> Pour mesurer l'importance économique de Livourne, on doit se fonder sur l'étude de Jean-Pierre Filippini, *Il porto de Livorno e la Toscana (1676-1814)*, Edizioni Scientifiche, 3 volumes, 280.p,427p, 278p, Napoli 1998 tiré de sa thèse d'Etat, *Le Port de Livourne et la Toscane (1676-1814)*, 1990.

<sup>2</sup> Antoine Demougeot, *Histoire de la Révolution à Nice*, tome1, 1957-1958, p.178, manuscrit conservé aux archives départementales des Alpes Maritimes.

<sup>3</sup> La ville et la province d'Oneille après avoir appartenu aux Doria avaient été vendue en 1576 au duc de Savoie pour 45000 et une rente de 1500 écus Le pays était pauvre et ne rapportait guère au duc de Savoie devenu entre temps roi de Sardaigne. Les habitants marins ou cultivateurs étaient très soumis au roi au clergé et par conséquent extrêmement hostile à la Révolution.

des populations avait été sous-estimé. Il semble que les officiers français aient tenté naïvement de reproduire les schémas stratégiques de la guerre d'Indépendance américaine où les opérations de débarquement dans les Antilles avaient été nombreuses.

Le général en chef n'avait pas renoncé à s'emparer d'un port qui pourrait servir d'abri pour ses convois de ravitaillement en provenance de Gênes et qui pourrait accueillir sans trop de difficultés une garnison française. Il jeta son dévolu sur le port génois de Savone. Non seulement il pourrait disposer d'un abri, mais son occupation permettrait de contrôler le point de départ de la route la plus commode pour pénétrer en Piémont. Le ministre français à Gênes Naillac le confortait dans l'idée que les Génois ne réagiraient pas à la violation de leur neutralité et assurait que le vœu général du peuple était de voir humilier le roi de Sardaigne. Le 15 octobre, le général avait confié au lieutenant-colonel Rigaud du 4<sup>e</sup> bataillon de la Drôme une mission particulièrement délicate. Il devait se rendre avec l'escadre à Savone et y prendre des renseignements sur les forces de la place. Il informa Paris de ses projets et les confia à Rigaud<sup>4</sup>.

Cette fois encore, les résultats de l'entreprise furent médiocres. Le gouvernement génois fit preuve de bonne volonté en facilitant les achats de vivres mais il ne consentit aucun emprunt et refusa catégoriquement l'occupation de Savone. Néanmoins, l'armée d'Italie bénéficia de la présence à Gênes d'un réseau de commerçants français patriotes et surtout fort riches ; les citoyens Régnny et Bonafonds se portèrent caution et firent prêter à l'escadre 500.000 livres tournois en espèces sans intérêt<sup>5</sup>. Ces deux commerçants firent aussi un crédit à hauteur de 200.000 livres tournois<sup>6</sup>.

Les déconvenues devant Oneille et l'abandon du projet d'occupation de Savone ne découragèrent pas l'état-major de l'armée d'Italie. Un projet encore plus ambitieux fut envisagé : la conquête de l'île de Sardaigne. Celle-ci répondait aussi à des considérations stratégiques et économiques. Plusieurs hommes politiques corses désiraient une conquête de la Sardaigne. Le 14 mai 1792, Constantini, négociant en grains et député exceptionnel de la ville de Bonifacio, avait adressé à Dumouriez un « mémoire contenant des moyens contre le roi de Sardaigne<sup>7</sup> ». Ce projet avait obtenu le soutien de Saliceti alors procureur-syndic de Corse. Le projet se voulait sérieux et fournissait comme argument des données chiffrées concernant l'effectif nécessaire à la conquête de l'île, soit environ 12.000 hommes. Mario Peraldi, député de Corse à l'assemblée législative et qui avait des intérêts dans la pêche au corail, soutint également le projet qui fut adopté. La situation internationale avait changé puisque les 16 et 29 septembre, les Français étaient respectivement entrés en Savoie et à Nice. Il restait à s'emparer de la partie insulaire du domaine de Victor Amédée. Cette île qui n'avait pas la réputation de la Sicile comme grenier à blé, n'en était pas moins une source potentielle de ravitaillement pour la Corse et pour l'armée d'Italie<sup>8</sup>.

L'expédition de Sardaigne est un révélateur de la fragilité des conceptions stratégiques françaises en matière de logistique et de conduite de la guerre sur la longue durée. Comme pour Oneille, tout semble démontrer que les décideurs raisonnent sans mesurer l'ampleur des difficultés. En cas de succès français en Sardaigne, il aurait fallu entretenir des garnisons permanentes et envoyer des renforts pour conquérir l'intérieur de l'île et s'emparer ainsi de ses ressources agricoles. Cela n'aurait été possible que si on avait mobilisé des effectifs considérables et si on s'était assuré une domination maritime complète tant en

---

<sup>4</sup> S.H.D. de Vincennes, B3.2, D'Anselme au ministre de la Guerre, le 15 octobre 1792.

<sup>5</sup> S.H.D. de Vincennes, B3.2, Le lieutenant-colonel Rigaud au général en chef d'Anselme, sans date, novembre 1792.

<sup>6</sup> A.E. Quai d'Orsay, B.1600, Raulin, consul de France au ministre des 17 décembre 1792.

<sup>7</sup> S.H.D. de Vincennes, B.10, Sardaigne-Mémoire contenant des moyens contre le Roi de Sardaigne suivi d'un plan d'attaque par Constantini.

<sup>8</sup> S.H.D. de Vincennes, B3.2, 22 novembre, Le général d'Anselme au général Paoli.

Méditerranée occidentale qu'en mer Tyrrhénienne. L'absence de collaboration entre l'armée et la marine rendait la tâche insurmontable. Les résultats furent décevants. Comme pour l'enclave d'Onelle, les Français avaient attiré l'attention sur l'intérêt stratégique que pouvait constituer la Sardaigne. La situation était d'autant plus compromise que la Grande Bretagne et sa Royal Navy épaulée par les flottes de puissances navales régionales comme celles de Naples et de l'Espagne firent bientôt leur apparition au large de la baie des Anges.

Quel bilan peut-on tirer de ces multiples tentatives qui se sont finalement soldées par des échecs ? L'armée d'Italie devenait de plus en plus tributaire d'un ravitaillement qui ne provenait plus de France, mais d'Italie. La neutralité des Etats d'où provenaient vivres et armes devait être absolument conservée. Les diplomates jouaient un rôle grandissant comme négociateurs. Par leur entregent, ils parvinrent à conserver une neutralité bienveillante entre la France et Gênes.

#### *Le détournement du commerce du Levant*

Le général Biron pensait que se reposer sur le monopole génois en matière d'approvisionnement n'était pas une bonne solution. Les commerçants de la Sérénissime République imposaient leurs prix et pouvaient à tout moment se retourner contre leur client de l'heure et traiter avec le roi de Sardaigne. La prise de la tartane du commandant Matte qui, en plus des vivres, transportait la correspondance diplomatique qui provenait de Gênes, détermina le général en chef à se tourner vers d'autres sources de ravitaillement.

En dehors de Gênes, les diplomates français en poste dans les différents Etats italiens servirent d'intermédiaires pour passer des contrats au nom de la République française et de l'armée d'Italie. Ainsi, Leblond, consul de France à Venise, devint un interlocuteur de premier ordre pour Biron qui lui envoya deux agents pour le seconder. Ils devaient notamment acheter du drap pour le compte de la République. Le consul emprunta un ton faussement naïf et se mit au service de l'armée d'Italie<sup>9</sup>.

Si Gênes conserva la primauté, Livourne devint à son tour, un fournisseur non négligeable de l'armée sous le commandement de Biron. Alors qu'au printemps 1793, les Français organisaient encore des achats de « bleds<sup>10</sup> » à Gênes, ils commencèrent à s'intéresser au grand port toscan. Le commissaire Nouet s'embarqua sur un navire de 74 canons, le *Thémistocle* qui devait escorter des navires de transports « petits mais rapides, chargés de ramener des vivres<sup>11</sup> ».

Agents diplomatiques, consuls et commerçants furent mis à contribution pour recueillir les informations nécessaires à l'achat de produits destinés à l'armée française. Ils donnaient leur avis sur la situation politique et sur les décisions militaires. Ils devinrent progressivement de précieux auxiliaires et renseignèrent sur les prix des produits et l'importance des récoltes. Des informations circonstanciées sur les récoltes en Sicile étaient envoyées régulièrement à Nice. L'activité du consul français à Palerme fut exemplaire jusqu'à l'entrée en guerre du royaume de Naples<sup>12</sup>.

Au cours du premier hiver de guerre, les soldats disposèrent de produits de bonne qualité si l'on en croit les divers rapports de l'administration des vivres adressés à Paris. Tous ces convois maritimes ne passaient pas inaperçus et les puissances ennemies connaissaient les points faibles de l'armée d'Italie. L'arrivée d'une flotte anglo-espagnole importante, les

---

<sup>9</sup> S.H.D. de Vincennes, B3.5, Lettre de Leblond, consul de France à Venise au général en chef Biron, 6 avril 1793. Il déclara : « si j'avais su que ce genre d'articles manquât en France, je me serais fait un devoir de vous en offrir, ainsi que d'autres articles à meilleur marché, pour l'armée. »

<sup>10</sup> S.H.D. de Vincennes, B3.5, Lettre de Leblond, consul de France à Venise au général en chef Biron, 6 avril 1793.

<sup>11</sup> S.H.D. de Vincennes, B3.6, Le général en chef Biron au ministre de la Guerre, 26 mai 1793.

<sup>12</sup> S.H.D. de Vincennes, B3.6, Lettre du consul de France à Palerme au comité des subsistances à Paris, 6 mai 1793.

insurrections fédéralistes dans les grands ports provençaux (Marseille et Toulon) et la relance de la guerre de course, fournirent une série d'occasions pour obtenir des avantages sur les Français.

### ● Les représentants en mission et le rétablissement du commerce maritime

#### *La réorganisation de la régie des vivres et la nomination d'Emmanuel de Haller*

L'événement le plus grave pour l'approvisionnement de l'armée d'Italie fut l'insurrection toulonnaise. Les rebelles et les Anglais pouvaient intercepter les convois entre Nice et Marseille et contrarier ainsi l'arrivée des céréales tant attendues par les Français. Une autre affaire avait bien failli provoquer la rupture avec les Génois : l'affaire de *La Modeste*<sup>13</sup>. Le 5 octobre 1793, les Anglais s'attaquèrent à un navire d'escorte français qui s'était réfugié dans le port de Gênes. Ils réclamèrent que celui-ci arborât le pavillon royal. Le capitaine de la *Modeste* refusa et les Anglais abordèrent le navire n'hésitant pas à tuer tous ceux qui résistaient et s'emparant du reste de l'équipage. Ils s'éloignèrent en emmenant leur prise. Tilly en profita pour s'en prendre au gouvernement génois qu'il méprisait. Pour lui, les Génois avaient laissé commettre l'attentat. Le diplomate affirmait que les Génois nourrissaient des sympathies secrètes pour la coalition et menaient un double jeu contraire aux intérêts français.

La réaction modérée des représentants en mission devait sauver les rapports entre les deux républiques. Ricord et Robespierre le Jeune ne pouvaient se permettre une action contre Gênes à un moment aussi délicat. Ils connaissaient les préjugés de Tilly et se méfiaient de ses accusations. Dans leur for intérieur, les représentants du peuple ne désiraient pas entrer en guerre contre Gênes. Ils manifestèrent leur émotion à l'annonce de l'abordage de *La Modeste* qui n'avait suscité aucune réaction génoise. Ils ordonnèrent de faire retenir<sup>14</sup> dans les ports français tous les navires qui appartenaient à des ressortissants de la Sérénissime République. Il s'agissait de faire pression sur Gênes et de la contraindre à faire preuve de plus d'énergie lorsque les intérêts de ses clients français étaient menacés sur son territoire. Leurs ordres ne furent pas exécutés et le 26 octobre, ils trouvèrent un prétexte pour lever l'embargo<sup>15</sup>. Le pragmatisme avait triomphé de l'idéologie<sup>16</sup>. Aux yeux des représentants du peuple à l'armée d'Italie, Gênes était un port trop important pour que l'on transformât en *casus belli* un événement grave mais isolé.

Pour l'heure, les navires français étaient bloqués dans les ports étrangers et il fallait se procurer coûte que coûte des vivres. Le ravitaillement bon an mal an avait été assuré entre le 16 septembre et 14 novembre<sup>17</sup>, mais après cette date les représentants du peuple ne répondaient plus de rien. D'après les renseignements, les moissons dans les départements du sud-est n'avaient pas été aussi mauvaises que le prétendaient les paysans. Les représentants les soupçonnaient de cacher les denrées et de spéculer. La violence ne pouvait pas être employée, au risque d'accroître les ralliements aux insurgés. Augustin Robespierre fit preuve de pragmatisme et décida de s'écarter de la loi du maximum, seul moyen selon lui pour se procurer des vivres : « Il n'y a pas un jour à perdre en discussion avec les autorités constituées

<sup>13</sup> S.H.D. de Vincennes, B3.7, Tilly aux représentants du peuple à l'armée d'Italie, le 15 septembre 1793.

<sup>14</sup> Antoine Demougeot, *Christoforo Saliceti*, tome 2. 1968, (Manuscrit conservé aux Archives départementales des Alpes-Maritimes), p231.

<sup>15</sup> Robespierre au comité de Salut public, B3.7, improprement classé au 15 septembre 1793.

<sup>16</sup> Les représentants du peuple du peuple n'étaient cependant pas dupes et évoquaient dans leurs rapports au Comité de salut public « le criminel consentement du sénat de Gênes » au sujet de l'affaire de *La Modeste*.

<sup>17</sup> Robespierre nous donne un certain nombre d'informations précises concernant la consommation quotidienne de l'armée d'Italie à cette époque : « l'armée consomme, en y comprenant les hôpitaux et la marine, chaque jour environ 525 à 550 quintaux de farine ; » Sur les 30.000 quintaux qu'il avait réussi à accumuler pour deux mois, 8 à 10.000 quintaux provenaient du département du Var et 18.000 provenaient de Gênes. La bonne entente avec cet Etat était pour le moment vitale.

et surtout avec les propriétaires de mauvaise volonté comme ils le sont presque tous. On est forcé de transiger à des prix qui forcent la bonne foi et qui les engagent à livrer le plus qu'ils peuvent et le plus promptement possible. »

Cependant, pour nourrir l'armée d'Italie et les forces affectées au siège de Toulon, il fallait encore faire appel aux ressources provenant du commerce maritime.

Les représentants en mission nommèrent le banquier Emmanuel de Haller à la tête de la régie des vivres<sup>18</sup>. Avec lui, l'organisation financière de l'armée sortit de son état embryonnaire. Par ses réseaux, ce financier suisse parvint à ravitailler l'armée à une époque critique. Ce personnage reflète les liens qui se nouèrent entre les financiers et les représentants aux armées à cette époque<sup>19</sup>. Il était l'archétype des hommes d'affaires du Siècle des Lumières frottés au grand commerce maritime et à la finance internationale. Dès le début de sa carrière, Haller mena une vie de financier cosmopolite. Il fut tout d'abord envoyé par sa famille à Genève pour y apprendre le commerce puis à Amsterdam. Il s'intéressa aux importations de produits coloniaux et se maria en 1777 avec Gerondina Van Der Dussen, fille du directeur à Delft de la compagnie des Indes Orientales, la fameuse V.O.C. Ce mariage fut un échec et il quitta la Hollande. On le retrouve à Paris au mois d'août 1777 où il est employé puis associé ensuite à l'ancienne banque Isaac Vernet, devenue banque Necker-Girardot (le Necker en question est le propre frère du ministre du roi Louis XVI). Durant cette période, Haller tissa ses réseaux et se ménagea de précieux appuis. Il fréquentait les grands banquiers protestants installés dans la capitale française. La guerre d'Indépendance américaine lui fournit une occasion de montrer ses qualités. La France ayant conclu le 6 février 1778 un traité qui reconnaissait l'indépendance américaine, la guerre avec l'Angleterre devenait inévitable. Dès lors, il était à prévoir que la circulation maritime serait affectée, d'où hausse des denrées coloniales. Haller initié aux achats de produits coloniaux comprit qu'il fallait passer du commerce de l'argent à celui des marchandises. Selon Greffulhe, son correspondant chargé des opérations à Amsterdam, il avait le talent de flairer une affaire, là où personne ne soupçonnait une occasion de s'enrichir. Les articles des spéculations de Haller, une fois la guerre venue, lui rapportèrent une fortune. Cette expérience du grand commerce en temps de guerre allait se révéler être un atout lorsque ce personnage devint un acteur clé du ravitaillement de l'Armée d'Italie.

Au début de la Révolution, Haller était en relation avec une maison de commerce qui opérait sous la raison sociale : Jacques Bouillon-Pexhier. Bouillon s'était séparé de Pexhier et Albert Emmanuel de Haller, son neveu, prit sa place. Cela explique qu'après avoir quitté la banque Greffulhe, dans laquelle celui-ci travaillait, le futur régisseur des vivres trouva tout de suite un emploi au sein de la société Bouillon. Il y dirigea l'activité dans le domaine des denrées coloniales, sans pour cela renoncer aux opérations de crédit devenues difficiles avec l'assignat. Nous ignorons ce qu'il advint de Haller entre 1792 et 1793. On le retrouve cependant directeur des charrois pour la compagnie Masson à la division du Var.

---

<sup>18</sup> Hébert était de plus en plus soupçonné de malversations. Sa culpabilité n'était pas établie. Cependant, il préféra s'enfuir avec son gendre Lechangeur, lui-aussi compromis. Le 8 octobre 1793, il était nommé à titre définitif, régisseur des vivres de l'armée d'Italie. Avec lui, on assistait à l'entrée en scène du monde opaque des financiers internationaux.

<sup>19</sup> Antoine Demougeot, « Rodolphe Emmanuel de Haller », *Recherches régionales*, 1974. p.5. Haller est né le 9 janvier 1747, à Göttingen selon les uns, Berne selon les autres, il appartenait à une famille du canton suisse de Saint-Gilles, très aristocratique. Son frère aîné était entré au Magnifique Conseil des deux cent à Berne. Ses relations avec les milieux d'affaires lui permirent après la guerre d'obtenir le poste de négociateur pour le renouvellement de la convention lorraine du sel, à la cour de France.

Robespierre Jeune semble avoir apprécié les qualités déployées par Haller et en fit part à Bouchotte<sup>20</sup>. Le frère de l'Incorruptible a senti très vite le parti qu'il pouvait tirer d'un personnage aussi efficace qu'ambitieux.

Les représentants, avant de faire appel à Haller, avaient supprimé les différentes administrations trop souvent concurrentes<sup>21</sup> mais cette simplification des administrations ne fut pas suffisante et les conventionnels durent intervenir à nouveau auprès du ministre<sup>22</sup>.

Les communes des Alpes-Maritimes traversaient une grave période de disette et le régisseur des vivres fut obligé « pour leur épargner de grands malheurs, de leur céder quelques charges de *bleds*<sup>23</sup> ». Les deux représentants du peuple autorisèrent tous les moyens pour obtenir les blés de l'étranger. Ces activités devaient demeurer secrètes. Les espions pouvaient renseigner les Anglais ou les corsaires d'Oneille, toujours prompts à intercepter les convois français. Pour cela Robespierre et Ricord réclamèrent de ne pas faire publier ces mesures pour ne pas éveiller les soupçons de l'ennemi. Haller obéit sur le champ. Il envoya des agents dans l'intérieur de la République, à Gênes, en Sicile et même à Tunis. D'après lui sachant que Gênes étant bloqué par les Anglais, les Espagnols et les corsaires, on ne pouvait compter sur cette source d'approvisionnement. Il décida alors de passer par des intermédiaires et demanda à Tilly d'établir un traité avec une compagnie de commerce génoise. Cette société avait des correspondants dans les différents ports de la Méditerranée qui achetaient des grains en Sicile et à Ancône. Haller comptait utiliser des pavillons neutres afin que les convois ne fussent pas interceptés. Il optait pour des navires hollandais. « Tous les pavillons autres ne sont pas suspectés » devait-il déclarer et « les capitaines hollandais qui auraient un chargement destiné en apparence pour des ports ennemis entreraient dans les ports de Nice et de Villefranche ». Il mit à profit ses relations parmi les armateurs originaires des Provinces-Unies qu'il connaissait pour avoir travaillé un certain temps. C'est là que l'activité de Haller se distingue de celle de Hébert son prédécesseur. Le nouveau régisseur avait une vision européenne et méditerranéenne du ravitaillement de l'armée d'Italie, alors qu'auparavant Hébert se focalisait uniquement sur Gênes. Le Suisse avait l'expérience de la guerre d'Amérique qui avait perturbé le commerce atlantique. A cette époque, pour acheminer des produits coloniaux, il n'avait pas hésité à faire appel à des compagnies basées à Ostende dans les Pays-Bas Autrichiens alors neutres. Haller eut l'idée de retourner l'arme des corsaires contre l'ennemi. Les Toulonnais révoltés étaient les principaux visés et il proposa d'utiliser quelques bons capitaines qui pourraient enlever des bâtiments mal escortés destinés à Toulon. Son activité porta ses fruits puisque, malgré la vigilance des Anglais et des corsaires d'Oneille, des barques génoises parvinrent en peu de jours à assurer les subsistances de l'armée d'Italie pour quatre mois. Les événements militaires facilitèrent l'action du régisseur car après la prise de Toulon le 19 décembre, la pression de la flotte anglaise devint moins forte et dès lors le ravitaillement s'effectua plus facilement à partir. Mais deux problèmes demeuraient : le manque de fonds (ses fournisseurs du Levant et

---

<sup>20</sup> S.H.D. de Vincennes, B3.7, Ricord et Robespierre au ministre de la Guerre, le 7 octobre 1793 : « Haller nous paraît un homme dont le civisme et la probité et la confiance sont d'une grande utilité. »

<sup>21</sup> S.H.D. de Vincennes, *ibid.* : « les Génois jouent la concurrence dans l'armée des rebelles; il existe pour les armées, un entrepreneur général aux hôpitaux militaires, qui établit une concurrence non moins dangereuse, qui réclame continuellement de l'argent (...) soupçonné de faire des achats frauduleux, nous supprimons son poste ». L'idée des représentants était de centraliser tout le service des vivres en le plaçant sous l'autorité seule du banquier Haller.

<sup>22</sup> S.H.D. de Vincennes, B3.10, Robespierre et Ricord au Comité de salut public, le 14 novembre 1793. Le 14 novembre 1793, les représentants du peuple s'adressaient au comité de salut public sur un ton alarmant : « occupez-vous, citoyens de la brave armée d'Italie, elle a pour quelques semaines d'approvisionnement, nous cherchons partout quelles sont nos ressources pour le mois de janvier et suivants, nous ne les apercevons pas. »

<sup>23</sup> S.H.D. de Vincennes, B3.10, même lettre.



les « barbaresques » demandaient des avances) et les corsaires d'Oneille et de Loano. Haller fut l'un des premiers à proposer une opération pour supprimer la menace<sup>24</sup>.

### *L'action contre les corsaires d'Oneille et le commerce allié*

Le raid français de l'automne 1792 contre Oneille avait eu l'effet inverse de celui recherché. Les autorités sardes comprirent le parti qu'elles pouvaient tirer des bases d'Oneille et de Loano<sup>25</sup>, une autre enclave ligure sous souveraineté sarde. L'état major sarde, bien renseigné sur le rythme des armements français et génois en direction de Nice, étudia les possibilités d'une guerre commerciale. La solution de la course, habituelle pour une puissance maritime secondaire, s'imposa. Le 9 février, un *congresso* réunissant différents ministres se tint à Turin et autorisa l'armement en course. On sollicita les patrons de commerces d'Oneille qui obtinrent, le 8 mars, les quatre premières patentes de course<sup>26</sup>. La situation des corsaires se modifia entre la mi-mars et la mi-avril. L'annonce de l'arrivée d'une puissante flotte anglo-espagnole incita une demi-douzaine de patrons à s'engager dans la guerre de course contre les Français<sup>27</sup>. Les navires employés par les corsaires étaient dans les deux tiers des cas, de petite taille. Ils étaient souvent pourvus de rames. En revanche l'artillerie embarquée était faible et d'un petit calibre. Dans le dernier tiers, on trouvait des navires qui étaient mieux pourvus en artillerie.

La bataille qui se jouait sur mer menaçait la survie des troupes françaises. Le représentant Ricord s'appuya sur la société populaire et décida d'utiliser la course pour s'emparer des navires de commerce alliés. La grande originalité de ce conventionnel est d'avoir envisagé d'utiliser des corsaires génois officiellement neutres. Le représentant déclarait, le 2 ventôse an II (20 février 1794) que «pour détruire les ennemis et leur commerce, le chef des bureaux de la marine à Nice ferait délivrer aux capitaines génois des lettres de marque pour armer en course, à condition qu'ils se soumettront aux lois et règlement de la Convention<sup>28</sup>». L'action de Ricord devait être couronnée de succès. De l'an II à l'an III, quarante-cinq capitaines sollicitèrent des lettres de marque<sup>29</sup>.

Des Français participèrent par la suite à la guerre de course pour le compte de l'armée d'Italie. En floréal, le district reçut de Louis Garnier de Cette (Sète), ses lettres de marque qui autorisaient à commander le corsaire *la Carmagnole*<sup>30</sup>. Le 14 ventôse an III (14 mars 1795), le représentant Turreau « pour protéger le commerce français dans le Levant, arrêter les progrès du commerce des coalisés et établir plus sûrement les échanges avec les peuples neutres et amis », délivra des lettres de marque à Sapey de l'Isère, armateur du corsaire *le Terrible*, dont les marins étaient tous étrangers et dont le capitaine était Pascal Corsi<sup>31</sup>. De nombreux autres corsaires entrèrent dans le port de Nice. Nous en connaissons quelques-uns : en l'an II, *le Vigilant*, *le Marat*, *la Société populaire de Nice* ; en l'an III, *les Droits de l'Homme*<sup>32</sup>.

<sup>24</sup> Antoine Demougeot, *op. cit.*, p.42.

<sup>25</sup> Voir Michel Bottin, « Commercer en temps de guerre, enquête sur l'activité maritime de Loano de 1792 à 1793 », p. 413 à421- In *Loano 1795 Tra francia e Italia Dall'Ancien Régime Ai Tempi Nuevi* -Atti del Convegno Loano, 23-26 novembre 1995 a cura di Josepha Costa Restagno ?edizione finanziata dal Comune di Loano, Bordighera, 1998.

<sup>26</sup> L'armateur Gaetan du May fut l'un des premiers à se lancer dans la guerre de course.

<sup>27</sup> Michel Bottin, *op. cit.*, p.83.

<sup>28</sup> Procès verbal de la Société populaire de Nice, *op. cit.*, 2 ventôse an II (20 février 1794).

<sup>29</sup> Joseph Combet, *La Révolution dans le Comté de Nice et la Principauté de Monaco*, Nice, Paris-Alcan, 1925, p.341 En pluviôse an II, des lettres de marque furent accordées aux Génois Belgrano et Leonardino pour courir sus, pendant trois mois, aux ennemis de la République.

<sup>30</sup> A.D.A.M. L 48, Le citoyen Louis Garnier au district de Nice, 6 floréal an II.

<sup>31</sup> S.H.D. de Vincennes, B3.13, Le représentant près l'armée d'Italie Turreau au ministre de la Guerre, 14 ventôse an III (14 mars 1795).

<sup>32</sup> Joseph Combet, *ibid.*, p.345.

Les représentants en mission avaient retourné l'arme de la guerre de course contre les coalisés, mais c'est finalement par une opération terrestre de l'armée d'Italie que fut détruit le repaire de corsaires d'Oneille en avril 1794. Entre-temps, leur action avait été relayée par celle des corsaires corses au service de Paoli, l'île s'étant insurgée et placée sous la protection anglaise en janvier 1794. Les représentants en mission près l'armée d'Italie continuèrent cette petite guerre navale contre les Corses.

### *La conquête d'Oneille, le rétablissement de l'approvisionnement et la chute de Haller*

La chute de Toulon offrit aux représentants du peuple près l'armée d'Italie de nouvelles perspectives. Soit les troupes libérées devaient se préparer à débarquer en Corse pour secourir les garnisons livrées à elles-mêmes face à l'insurrection menées par Paoli et ses partisans, soit ces troupes pouvaient servir à un débarquement dans l'enclave d'Oneille pour détruire le nid de corsaire. Saliceti souhaitait reconquérir l'île de Corse, partie intégrante de la République française, avant de se lancer dans une opération contre l'enclave sarde. Cependant la marine et le port de Toulon étaient dans une situation catastrophique. Le projet de débarquement en Corse fut remis à plus tard comme l'opération d'Oneille par mer. La fin de l'hiver fut consacrée à la préparation de l'expédition par voie terrestre. Le 2 avril, tout était prêt : Saliceti, Augustin Robespierre et Ricord arrêtèrent la date de l'offensive contre le port corsaire<sup>33</sup>, ainsi qu'un mouvement contre Saorge et le col de Tende. Dans la nuit du 5 au 6 avril, le corps expéditionnaire s'ébranla. Pour la première fois depuis deux ans les Français repassaient à l'offensive dans le sud-est. Haller organisa de véritables norias de mulets depuis Nice et Menton pour ravitailler les troupes en mouvement dans des montagnes enneigées.

Masséna avait la tâche la plus difficile. Il était chargé de tourner Saorge mais était bloqué par d'abondantes chutes de neige dans la haute vallée de la Nervia<sup>34</sup> ; le 17 avril, il entra à Ormea sur la rive gauche du Tanaro, sans rencontrer grande résistance. Les pertes ne dépassèrent pas trois tués et blessés. Les intempéries, l'avance rapide des troupes et l'incapacité de l'administration entraînèrent une série de difficultés imprévues. Masséna vitupéra contre Haller : « le papa Haller mérite quelques reproches si c'est (de) sa faute que nous avons reçu le pain pourri ; je te demande par ma lettre de ce matin, que nous avons établi quatre fours ici, pour la fabrication du pain de munition, nous pouvons nous passer des secours d'Haller.»

Il fallut vivre sur le pays, ce qui n'était pas un problème pour Masséna qui allait se tailler, tout au long de cette guerre une réputation non usurpée de pillard<sup>35</sup>. Ces faiblesses des services des vivres avaient exaspéré les représentants du peuple<sup>36</sup>. Malgré ces retards, la place forte de Saorge tomba le 29 avril 1794 et la campagne d'Oneille fut couronnée de succès.

Les nombreux événements avaient montré les limites de l'organisation des services d'approvisionnement qui ne pouvaient subvenir aux demandes des généraux, à partir du moment où ceux-ci avaient décidé de s'enfoncer à l'intérieur du territoire ennemi. La «débrouillardise» ne pouvait éternellement pallier le manque d'efficacité des services des charrois. Il semble évident que si Haller avait assuré l'approvisionnement général, il avait

---

<sup>33</sup> S.H.D. de Vincennes-B3.10, 2 avril 1794, Saliceti, Robespierre et Ricord au comité de salut public.

<sup>34</sup> S.H.D. de Vincennes-B3.10, 2 avril 1794, Saliceti, Robespierre et Ricord au comité de salut public.

<sup>35</sup> Masséna eut la chance à ce moment de s'emparer à Ormea de plusieurs entrepôts sardes regorgeant de denrées. La garnison sarde, en se retirant, n'avait pas eu le temps d'y mettre le feu, ce qui en dit long sur la rapidité de la manœuvre française.

<sup>36</sup> Gabriel Fabry, *Campagne de l'armée française en Italie, volume 2 (annexes et documents)*, p.296. Masséna à Cervoni 18 avril 1794, 29 germinal an II, Masséna s'en prenait aussi à Eyssautier dans cette lettre : « Nous avons trouvé à Ormea et Garesio, quantité de blé et de farine, nous faisons pétrir. Les adjudants généraux et adjoints sont obligés de faire besogne en ayant d'autres ; cela fait que trop souvent le service manque, ce qui donne de l'humeur aux représentants et à moi aussi ».

sous-estimé l'importance de cette partie des services. Il ne suffisait pas d'acheter des grains à l'étranger, il fallait faire passer le pain aux avant-postes de la vallée du Tanaro dans les délais. Les critiques furent de plus en plus nombreuses. Un rapport des représentants du peuple au général Dumberbion, critiqua ouvertement l'action du régisseur des vivres<sup>37</sup>.

Les nouvelles positions conquises nécessitaient une réorganisation des magasins militaires. Les représentants du peuple décidèrent d'intervenir sans en référer au régisseur des vivres. Ils proposèrent aux militaires la mise en place d'un système de magasins échelonnés où l'on trouvait des magasins centraux, des magasins de division et des dépôts. Il fallait aussi garantir, en cas de mouvement rétrograde, un laps de temps suffisant pour l'évacuation des magasins de division, le temps d'un rééchelonnement<sup>38</sup>. Si la retraite se poursuivait, « le second pas rétrograde devait s'arrêter à une position où il couvrirait le magasin centrale plus avancé et lui donnerait le temps d'évacuer, ainsi de suite jusqu'au quartier général ». L'influence de Bonaparte dans cette réorganisation est probable car ce dispositif très souple devait être employé deux ans plus tard. La sauvegarde des vivres, même en cas d'abandon du terrain conquis, devait être assurée.

Les représentants prirent des mesures propres à améliorer l'ordinaire. Des fours furent construits à proximité des camps. Les boulangers devaient être surveillés par des employés spécialement chargés de cette besogne. Les dysfonctionnements demeurèrent chroniques. Une des causes de la persistance de la désorganisation fut paradoxalement la destitution d'Emmanuel de Haller.

Il s'était élevé contre la commission du commerce et des approvisionnements et ses agences de Marseille et de Nice<sup>39</sup>. Elle dépendait du Comité de salut public. Haller s'était fait des ennemis chez les négociants marseillais qui en étaient membres. Ricord, qui, à la différence de Saliceti, avait toujours soutenu Haller, prit sa défense car celui-ci avait été atteint par ces attaques. Le 2 juillet, le représentant dénonça l'incapacité de la commission de commerce et demanda que soit garantie l'indépendance du régisseur des vivres<sup>40</sup>. La commission en aucune façon, ne devait s'occuper des approvisionnements de l'armée. Ricord n'avait pas prévu qu'en s'en prenant à cette institution, il s'attaquait directement à une émanation du Comité de salut public. Ce dernier destitua Haller et ordonna de l'arrêter et de l'amener à Paris. Le financier<sup>41</sup> fut prévenu et s'embarqua dans une felouque pour aller se réfugier à Gênes. Son chemin devait de nouveau croiser celui de l'Armée d'Italie deux ans plus tard et de nouveau son action financière allait être particulièrement controversée.

#### *La persistance des réseaux financiers à la veille de la campagne d'Italie*

La chute du financier Haller ne remet pas en cause le rôle joué par les réseaux financiers helvétiques dans le ravitaillement par mer de l'Armée d'Italie. Une autre personnalité d'origine helvétique, le général Amédée Laharpe devint progressivement l'un de leurs interlocuteurs privilégiés à la veille de la campagne. Il s'affirma très vite comme un homme clef au sein de l'état major, grâce aux relations et aux réseaux qu'il avait tissés durant sa carrière en France et en Suisse. Originaire du pays de Vaud, c'était avant tout un proscrit condamné à mort dans sa patrie. Il avait, avec son cousin Frédéric César, lié des relations étroites avec les patriotes vaudois au point de menacer le pouvoir oligarchique helvétique. Après la fuite du roi à Varenne, l'oligarchie bernoise avait réellement pris peur. Craignant un

---

<sup>37</sup> Gabriel Fabry, Campagne de l'Armée d'Italie, 1794, tome 2, p.295, Les représentants du peuple au général Dumberbion, 15 avril 1794, 26 germinal an II.

<sup>38</sup> S.H.D de Vincennes, *Ibid*.

<sup>39</sup> Le 12 germinal an II, le Comité de salut public avait créé douze commissions dont celle des approvisionnements.

<sup>40</sup> Antoine Demougeot, *op. cit.*, p 14.

<sup>41</sup> Antoine Demougeot, *ibid*, p.15.

coup de force, elle procéda à des arrestations de personnalités qualifiées de jacobines et rebelles parmi lesquelles on trouvait Laharpe. Le 30 août 1791, il fut obligé de fuir pour éviter l'arrestation qui avait déjà frappé d'autres personnalités pro-françaises comme Muller et Rosset. Le général fut condamné à mort par contumace<sup>42</sup> et ses biens furent confisqués et vendus. Ses choix politiques et ses dettes avaient mis sa famille dans l'embarras. L'officier rebelle qui avait rejoint la France, occupa divers commandements, en particulier sur les frontières de l'Est. Par sa relation privilégiée avec son cousin germain, il était au courant des événements politiques qui se préparaient en Suisse. Ses liens avec les « patriotes » vaudois lui avaient attiré la sympathie des représentants montagnards à l'armée d'Italie. A ce moment-là le sud-est et la Provence en particulier avaient accueilli de nombreux Suisses qui avaient fui les persécutions politiques<sup>43</sup>.

On le retrouve dans le sud-est au moment de la reprise de Toulon. Ce fut une étape décisive pour sa carrière car il devait nouer des relations privilégiées avec des personnalités politiques de premier plan. Il avait eu l'occasion de se distinguer aux yeux de Barras et de Fréron. Il resta ensuite quelque temps sous les ordres du général divisionnaire Lapoype à qui la surveillance de Toulon et Marseille (récents foyers d'insurrection) avait été confiée. Commandant suprême de la place de Marseille, Lapoype eut à répondre devant la Convention le 12 mars 1794 (22 ventôse an II) d'une dénonciation dont il se justifia d'ailleurs. Sachant que dès janvier 1794, Laharpe se trouvait en garnison à Marseille, il fut chargé provisoirement du commandement du port d'après Jean-Baptiste Say, le futur économiste, alors que Lapoype était parti pour Paris. Dans ses fonctions, Laharpe protégea ses amis suisses, présents à Marseille et qui avaient investi dans le commerce maritime. On sait à quel point l'armée d'Italie avait besoin des armateurs à cette époque où les Anglais, les corsaires sardes et corses, menaçaient le ravitaillement de l'armée d'Italie.

Après la victoire de l'armée républicaine, on assista à des représailles à Toulon et Marseille (rebaptisée quelques semaines Sans-Nom). Quelques uns de ces insurgés étaient des Suisses qui, suite à la politique « suissophile » de Robespierre, furent libérés. « Le nommé Wyttenbach, malgré ses propos plus qu'indiscrets » bénéficia d'une libération rapide, parce que dit Fréron, « nous n'avons pas pu nous persuader qu'un Suisse eut des intentions criminelles contre la France » ; on attribua un sort identique à Wydler d'Aarau, « quoi qu'il ait été prouvé qu'il a porté les armes contre la République<sup>45</sup> » afin de donner un témoignage d'« amitié et de bienveillance » à la République helvétique. Ces gestes permettaient de donner une image flatteuse de la Grande Nation auprès des Suisses indispensables à la survie financière de l'armée d'Italie. On n'a aucune trace de l'intervention de Laharpe pour faire libérer les individus ci-dessus mentionnés, mais on sait qu'il utilisa son pouvoir et ses relations avec Robespierre et l'ambassadeur Barthélemy pour faire libérer un jeune « Bernois », « emprisonné parmi les suspects quoiqu'il fut dévoué à la république française ». Le général connaissait tout de ce jeune homme de vingt-six ans, Daniel-Marc-Augustin Roguin, parent très éloigné de son beau frère Pierre Augustin Roguin. Ses accointances avec le monde des financiers et des négociants étaient très utiles à une époque où faire des affaires avec les représentants de la Grande Nation était risqué.

Après son commandement à Marseille, Laharpe rejoignit l'armée d'Italie et participa activement à l'expédition d'Oneille. La seconde phase des opérations de 1794 lui donna

---

<sup>42</sup> S.H.D de Vincennes, 7YD.260, Dossier Laharpe

<sup>43</sup> Cécile Delhorbe, « Le général Amédée Laharpe, éléments biographiques », *Revue Historique Vaudoise, Société d'Histoire et d'Archéologie*, Imprimerie La Concorde, Lausanne 68<sup>ème</sup> année, 1964, p.107.

<sup>45</sup> Cécile Delhorbe *op cit* p 107, Cette suissophilie de Robespierre est peut-être due à son admiration pour Rousseau. Celui-ci fit libérer aussi les prisonniers suisses de Lyon et les Suisses prisonniers de guerre au service de la Hollande. Frédéric-César Laharpe dénonça cette « complicité » avec les contre-révolutionnaires dans son « Essai sur la Constitution du Pays de Vaud ».

l'occasion de se distinguer. Sa brigade occupa Vado, petit port à quelques kilomètres de Savone, où les Génois avaient une importante forteresse. Les Français annoncèrent qu'ils partageraient la défense de Vado avec la petite garnison locale. Ils avaient coloré de protestations d'amitié ce que Villars, nouveau chargé d'affaires de la République française à Gênes appelait « une invasion apparente ». Le poste de commandant de l'avant-poste de Vado demandait du doigté et surtout beaucoup de diplomatie et le chef n'en manquait pas. En bon Suisse, il bénéficiait d'un important réseau de relations à Gênes et son choix n'était pas le fait du hasard. Les républicains n'attendaient pas seulement des Génois qu'ils subissent l'occupation de bonne grâce, ils voulaient obtenir d'eux les vivres, le matériel, les habits dont l'armée manquait. Comme il fallait les payer comptant en numéraire, il fallait trouver à emprunter. L'un des banquiers importants de Gênes était le Genevois De La Rue. Il représentait l'internationale protestante de la finance. Ce financier devait jouer un rôle d'intermédiaire efficace dans le financement des préliminaires de la campagne.

A la veille de la prise de commandement de Bonaparte, les services des vivres étaient parvenus à pourvoir aux besoins pressants de l'armée. Le rôle des représentants en mission avait été déterminant. Comme des *hommes-orchestres*, ils avaient utilisé de tous les moyens pour remporter la bataille du ravitaillement. Ils étaient allés jusqu'à chercher des financiers suisses comme Haller dont les réseaux couvraient non seulement l'Italie, mais aussi une partie de l'Europe. L'approvisionnement de l'armée avait entraîné un effort considérable qui mobilisait cultivateurs, ouvriers, marins, diplomates, marchands et même des financiers experts dans le commerce maritime.

En matière de logistique et de ravitaillement, l'année 1795 marque un tournant. Le cabotage se développe de nouveau grâce à la protection de la flotte de la Méditerranée (encore convalescente) et la généralisation des chaloupes canonnières. Les Français disposent d'un réseau de ports le long du littoral ligure comme Oneglia et Albenga. Les convois (qui proviennent de Marseille et de Toulon) transportant l'artillerie lourde suscitent la surprise et l'admiration des soldats de l'armée d'Italie. Roguet en témoigne à la veille de la bataille de Loano (novembre 1795), véritable prélude à la campagne d'Italie : « Comme je l'ai dit des convois considérables d'artillerie et de munitions arrivèrent à Albenga, escortés de chaloupes canonnières. Nous étions tout à fait en mesure d'attaquer l'ennemi. »<sup>46</sup>

---

<sup>46</sup> *Mémoires militaires du général Roguet, op.cit ., p.192.*